

Une entrevue avec Catherine Samary

PAR ESTER REITER, MEG LUXTON, ET SUSAN CALDWELL



Les Cahiers de la femme ont interrogé Catherine Samary, enseignante à l'Université de Paris [9] Dauphine, en Economie. Elle a présenté il y a deux ans un Doctorat d'Etat d'Economie sur les réformes yougoslaves dont on a sorti un livre *Le marché contre l'autogestion, l'expérience*

yougoslave, et elle anime à l'IMSECO (l'Institut du Monde Soviétique d'Europe Centrale et Orientale à Paris), un groupe de recherche sur les comportements sociaux face aux réformes dans les pays à planification centralisée. Il s'agit d'une approche comparative et pluridisciplinaire qui intègre une «dimension femme» des problèmes rencontrés.

Lors de notre visite en Union Soviétique, nous avons été très surprises par le grand nombre de similarités entre les problèmes des femmes soviétiques et ceux des canadiennes. Cependant les analyses et les solutions proposées par les femmes avec lesquelles nous avons parlé s'avèrent très différentes des nôtres.

Nous avons remarqué en particulier beaucoup d'inquiétudes par rapport à ce qui se passe actuellement au niveau familial en Union Soviétique.

L'union Soviétique vit actuellement une époque de bouleversements considérables. Selon vous, quel sera l'impact de la perestroïka sur les femmes, plus particulièrement celles qui travaillent dans les secteurs industriel, agricole ou dans des professions libérales? Quel sera d'après vous l'impact de la glasnost? Contribuera-t-elle à alléger la double tâche des travailleuses en général?

Je pense que Fourier disait, et Marx l'a souvent cité, que la situation des femmes dans une société est un révélateur de ce qu'est cette société. Incontestablement, la situation des femmes soviétiques est paradoxale et contradictoire, comme l'est cette société. Et la *glasnost* et la *perestroïka* risquent encore d'affecter, assez profondément d'ailleurs, la situation des femmes également d'une façon peut-être paradoxale et contradictoire.

La *glasnost* de toute façon est quelque chose de nécessaire. Si l'on veut changer la réalité, il faut au moins la connaître. Grâce à un développement très remarquable de la «transparence» dans la presse soviétique, on jette aujourd'hui une lumière très crue sur

beaucoup de problèmes qui étaient jusqu'alors cachés par une propagande officielle qui avait décrété qu'il n'y avait plus aucun problème: l'égalité régnait entre hommes et femmes, la prostitution avait disparu, tout allait très bien...

Il est meilleur de toute façon pour les femmes, comme pour cette société dans son ensemble, que l'on sache où l'on en est. La première des choses évidemment que la *glasnost* révélera de plus en plus, c'est d'abord l'inégalité de situations selon les régions, les républiques de l'Union Soviétique. Et il ne faut pas oublier qu'il y a tout un monde musulman où la réalité encore aujourd'hui des femmes, c'est celle que connaissait la grande majorité des femmes en Union Soviétique au moment de la révolution d'octobre; c'est à dire des femmes qui se marient très jeunes contre un *kalim* qui est payé en nature ou en monnaie au père de la fiancée, dans une société qui résiste encore énormément au travail des femmes et où règne la polygamie. Ceci est le reflet de la profondeur des traditions dans certaines régions musulmanes de l'Union Soviétique. Mais dans les régions européennes, la *glasnost* met également en évidence de façon crue un grand nombre de problèmes non résolus (des inégalités réelles, l'état réel des services de la santé et la prostitution). Ceci dit, il serait important qu'un des effets de la *glasnost* sur cette société soit de revenir sur ce qu'a été l'histoire de l'Union Soviétique du point de vue des femmes et de la famille.

Au moment de la révolution d'octobre, au tout début des années vingt, les bolchéviques ont immédiatement, en plein milieu d'ailleurs de la guerre civile, réalisé, au plan légal, l'égalité totale des hommes et des femmes. Ils ont établi le mariage sur consentement mutuel, facilitant aussi le divorce (ce qui n'a pas été d'ailleurs sans problème, dans une société où les rapports humains, les rapports des hommes aux femmes ne sont pas nécessairement des rapports responsables: très souvent les hommes pouvaient, après avoir fait un enfant aux femmes, les abandonner). Cette révolution d'octobre avait également aboli le concept d'illégitimité pour les enfants, elle avait établi d'emblée l'avortement libre et gratuit et l'abolition des lois anti-homosexuelles qui existaient. Le Parti avait non seulement établi cette nouvelle législation, mais déterminé comme orientation qu'il ne devait pas s'agir seulement d'une égalité formelle pour les femmes: le but — je cite les résolutions de 1919 — était de débar-

rasser les femmes des charges matérielles du travail domestique désuet, en le remplaçant par des maisons communales, des restaurants collectifs et des laveries centralisées, des nurseries etc...

Il est certain qu'il faudra que les historiennes féministes reviennent aussi sur les limites de ces projets qui étaient déjà des pas gigantesques en avant par rapport à ce qui existait dans le monde à ce moment-là. Les limites proviennent sans doute d'une façon de concevoir l'émancipation des femmes principalement par leur participation au travail productif et le développement des services sociaux — ce qui est essentiel — supprimant la dépendance et le rôle traditionnel de la famille bourgeoise. Mais la question finalement de la division des tâches semblait éludée par l'espoir que ce type de développement supprimerait ces tâches elles-mêmes au plan «privé.» Mais c'est un autre sujet de débat.

Le stalinisme a représenté une véritable rupture qui est analysée aujourd'hui en Union Soviétique, non seulement comme une simple déformation, comme l'oeuvre d'un individu dictatorial, mais comme un véritable système «d'usurpation du pouvoir» par une bureaucratie, comme l'a dit le philosophe Boudienko. Les discussions portent aujourd'hui sur la qualification du système qui en est résulté. Vous savez que l'historien Afanassief par exemple a écrit dans la Pravda de l'été 1988 qu'il était nécessaire de mettre en évidence qu'il ne s'agissait pas d'un socialisme.

Le type de planification qui s'est développé par la suite a certainement affecté la situation des femmes dans des sens très contradictoires. D'une part, un plein-emploi pour l'ensemble de la population, qui est aussi un plein-emploi à un niveau infiniment supérieur à ce qui existe en général dans le monde pour les femmes (mais «plein-emploi» ne signifie ni bon emploi ni structure égalitaire pour les femmes). D'autre part, le plan bureaucratique a signifié un développement déséquilibré en faveur des biens de production. Ceci a évolué évidemment dans le temps, notamment à partir de l'époque de Krouchtchev, puis même sous Brejnev, où la consommation de biens de consommation durables a considérablement progressé. Dans les foyers, il y a des frigidaires et des télévisions, des machines à coudre en nombre infiniment supérieur

aussi à ce qui existe ailleurs, pour palier aux déficiences de la production de vêtements d'une certaine façon. Mais par contre, il y a un manque de machines à laver et l'automatisation de ces machines n'est pas complète, ce qui oblige une personne, et c'est en général la femme, à rester à côté de la machine. Il y a également des manques colossaux de produits nécessaires à l'hygiène des enfants et des femmes. Ceci ne facilite pas la vie et ceci se combine à un retard des services par rapport aux besoins. Il y a environ 40% des enfants au-dessous de sept ans qui sont pris en charge dans des institutions

Je crois que, ni le premier ni le second des aspects de la *perestroïka*, n'est favorable pour les femmes et, de façon générale je pense, pour la population soviétique

pré-scolaires. Mais la «babouchka», la grand-mère, est encore, surtout pour les petits enfants, un recours essentiel. Les services qui existent sont très insuffisants dans une société où justement les femmes travaillent. Il est en pratique très difficile de pouvoir mettre les enfants dans de telles institutions avant un an et demi, et il y a d'autant plus de réticences à le faire que les services sont de très mauvaise qualité, en tout cas par rapport aux exigences que l'on peut en attendre.

Dans ce contexte, la *perestroïka* peut affecter d'une façon importante la situation des femmes: d'une part parce qu'elles sont, de façon globale, dans des secteurs où elles occupent en général des activités moins qualifiées, plus manuelles (en dépit d'une scolarisation supérieure à celle des hommes). Cela est principalement le résultat de la double journée de travail pour les femmes: il y a fort peu de

changements dans la répartition des tâches domestiques et de la prise en charge des enfants. En conséquence, les femmes n'ont pas la possibilité matérielle de prendre autant que les hommes des activités de responsabilité. Et par conséquent, elles se trouvent concentrées dans des secteurs où elles sont moins en concurrence avec les hommes et qui s'avèrent, en même temps, des secteurs moins payés en règle générale. Autrement dit, la distribution sectorielle et la responsabilité des grades occupés, sont en moyenne défavorables aux femmes.

Par exemple, dans l'agriculture, les femmes, qui représentent la moitié de la force de travail, se retrouvent en même temps dans les activités manuelles, alors que les hommes travaillent sur les machines. Dans l'industrie, il y a une concentration des femmes dans le textile et les industries de transformation de l'alimentation; mais elles occupent, là aussi, en général, des activités manuelles les moins qualifiées. Les femmes occupent l'immense majorité de la profession d'enseignante. Dans le secteur médical (malgré un développement notable de femmes chirurgiens, ce qui est pratiquement inexistant ailleurs dans le monde) les femmes occupent une position inférieure au niveau des responsabilités: alors que les hommes représentent 15% du personnel médical, 50% des médecins en chefs, et du personnel exécutif dirigeant est composé d'hommes.

La réorganisation prévue par la *perestroïka* risque d'affecter d'abord les femmes, parce que le but est justement de supprimer une partie importante du travail non qualifié et manuel, de façon à le mécaniser voire l'automatiser et à développer parallèlement les services qui sont en nombre insuffisant. Donc, la première des questions est de savoir si, au travers de ce processus de réduction et de recomposition de la force de travail, il y aura développement d'un chômage, qui peut être en partie camouflé par le renvoi des femmes à la maison, ou bien si le processus se fera, comme telle est l'intention proclamée des autorités soviétiques, au travers d'une prise en charge de la requalification et d'une effective reconversion vers les secteurs de services sans développement du chômage.

Il paraît que les conseils des femmes, réunis en 1987, sont tous actifs face aux

problèmes qui touchent particulièrement les femmes. Ces conseils sont-ils vraiment efficaces? Dans quelle mesure sont-ils autonomes sur le plan régional? De quels problèmes s'occupent-ils? Pensez-vous qu'il vont mener à un mouvement autonome des femmes? Dans notre pays, nous sommes profondément concernées par les effets négatifs d'une politique fondée sur les rôles «traditionnels» des femmes. Pourquoi, selon vous, les femmes soviétiques ne partagent-elles pas ces préoccupations?

Je ne pense pas que, pour l'instant, ces conseils aient encore une activité visible. Je pense que c'est quelque chose qu'il faut examiner de près avec le recul du temps. Je sais que dans les élections, les organisations de femmes ont eu la possibilité de présenter systématiquement des candidates. Quelle sera la conséquence de cela et jusqu'à quel point ces conciles seront actifs? C'est quelque chose qui demande à être vu. En général malheureusement, les candidatures des femmes et des ouvriers provenant des «organisations de masse» ont été les plus «traditionnelles» par différence avec les candidatures plus indépendantes, présentées localement. Mais à ce niveau, il y a eu peu de femmes.... De façon plus générale actuellement — en dépit du développement d'un nombre considérable d'initiatives à la base, dans ces groupes informels de jeunes, d'étudiants, de sociologues, d'historiens, de musiciens etc. — les femmes ne semblent pas s'engager dans une activité indépendante en tant que femmes et même leur participation est effectivement plutôt restreinte dans ces mouvements-là.

Il est difficile de savoir ce qui va se passer dans l'avenir. Sous une forme ou sous une autre, même si cette forme est différente et passe par un processus de conscience différent de ce qu'on a pu connaître dans les sociétés capitalistes, les femmes s'exprimeront. La question est de savoir la dynamique de ce qui est en cours.

Là, il faut dire un mot de la «nouvelle façon de penser,» comme on dit, qui est présentée de plus en plus dans la presse officielle et notamment dans le livre de Gorbatchev qui est un best-seller que tout le monde peut lire et où, dans sa version anglaise aux pages 102 à 104, on peut lire, après avoir évoqué tout ce qui avait été

l'apport des femmes au système:

“But after the years of our difficult and heroic history, we failed to pay attention to women's specific rights and needs, arising from *their* role as mother and home maker and their indispensable educational function as regards to children.” Il dit encore plus loin, toujours page 103: “engaged in scientific research, working on construction sights, in production and in services and involved in creative activities, women no longer have enough time to perform *their* every day duties at home, housework, their bringing up of the children and the creation of a good family

Le problème de la quantité et de la qualité des services ne peut ni être résolu, de façon satisfaisante, par la logique de la compétition et de l'argent, ni par un système bureaucratique

atmosphère.” Il y a une crise morale dans cette société et elle est imputée au relâchement des liens familiaux, en grande partie dû au travail des femmes, dit-on. “We have discovered that many of our problems in the behaviour of children and young people, and in our morals, culture and production, are partially caused by the weakening of family ties and slack attitudes of family responsibilities. There is a paradoxical result of our sincere politically justified desire to make women equal with men in everything. Now in the course of *perestroïka*, we have begun to overcome this shortcoming, that is why we are now holding heated debates in the press, in public organizations, at work and at home” — ça c'est vrai — «about the question» — écoutez, lisez bien: “of what we should do to make it possible for women to return to their purely womanly mission.”

Bon, cette idéologie qui justifie, perpétue, revalorise le rôle traditionnel et l'enfermement même de la femme dans son rôle traditionnel, correspond malheureusement, d'une certaine façon, à la perception que peuvent en avoir une bonne partie des femmes. C'est une question à la fois culturelle et matérielle, et le résultat de la situation décrite plus haut, c'est à dire la combinaison, pour les femmes, d'un plein emploi et, en même temps, de toutes les difficultés de la vie matérielle par rapport aux achats (les queues!) et, en plus, les carences de services et les carences de produits et de machines qui facilitent les choses, le tout dans un contexte où l'ensemble des tâches domestiques est toujours la charge des femmes et leur «devoir,» comme le dit à nouveau Gorbatchev.

Dans le contexte d'autres sociétés d'Europe de l'Est, notamment en Allemagne de l'Est, où les services sont infiniment meilleurs, où la législation et la réalité matérielle ont modifié considérablement la condition des femmes et leurs possibilités de choix, les psychologies sont certainement extrêmement différentes. C'est aussi le cas en Hongrie où, aujourd'hui, les questions de congé parental, et non pas simplement de la femme, ont pu être mis à l'ordre du jour des discussions.

En Union Soviétique il y a effectivement sur ce plan un retard considérable. Les femmes, ayant une difficulté colossale à affronter l'ensemble de ce qui repose sur leur dos, ont tendance — surtout si le travail qu'elles occupent est un travail peu qualifié, manuel et fatigant — à préférer au moins avoir la possibilité de s'occuper des enfants et des tâches domestiques qui apparaissent encore comme *leur* domaine, celui où également, elles peuvent être valorisées aux yeux de leurs compagnons qui, en n'assurant pas eux-mêmes un partage des tâches domestiques, sont par contre tout à fait prêts à louer leurs compagnes quand elles font cela bien... La première (et légitime) revendication est actuellement le droit de choisir (20 à 30% des femmes préféreraient ne pas travailler. L'immense majorité reste attachée au besoin d'indépendance d'autant plus que les rapports avec les hommes sont... difficiles). Il faut montrer qu'il n'y a pas de «choix» réel si les services restent ce qu'ils sont et si les divisions traditionnelles des rôles demeurent... Depuis Staline, à l'encontre de

ce qu'avaient été la politique consciente et l'éducation propagée par les bolcheviks au début des années vingt, l'idéologie stalinienne ne fait que reproduire l'idéologie dominante dans le monde. Et l'Eglise va dans le même sens; quand elle a tendance à développer son influence, c'est évidemment quelque chose qui se renforce.

Ceci dit, l'effet d'une éducation supérieure extrêmement importante chez les femmes, l'effet d'une transformation de leur situation objective (l'indépendance acquise par le travail), l'attachement manifeste à cette indépendance, font qu'il est tout à fait aussi possible que se développent finalement une dynamique de discussions et de points de vue hétérogènes et contradictoires qu'il faudra étudier de beaucoup plus près.

Le gouvernement soviétique est en train de revoir sa politique économique. Certains ont avancé qu'il fallait introduire quelques mécanismes du marché. Des économistes socialistes féministes soutiennent que les politiques économiques qui perpétuent les séparations entre les producteurs et les consommateurs, entre les lieux de production et le foyer, sont des politiques qui perpétuent l'inégalité des sexes. Récemment, quelques féministes socialistes (Diane Elson, par exemple, dans New Left Review, 172, Nov./Dec. 1988 p. 3-44), ont suggéré qu'une économie socialiste nécessitait une structure cohérente des normes de prix. Ils ont prôné l'organisation de relations sociales non-antagonistes entre acheteurs et vendeurs qui transcenderaient l'autonomie de l'entreprise. Que pensez-vous de cela? Qu'est-ce qui, d'après vous, serait nécessaire sur le plan économique pour permettre une amélioration de la situation des femmes en Union Soviétique?

Bien qu'il existe des organismes qui regroupent les femmes tels que les Conseils des Femmes et le Comité des Femmes Soviétiques, rien n'indique l'existence d'un mouvement de femmes. Pouvez-vous expliquer pourquoi? Pensez-vous qu'un tel mouvement va apparaître dans un proche avenir?

Je suis d'accord globalement avec le point de vue défendu par Diane Elson. Il y a dans la *perestroïka*, à la fois la tendance à utiliser des mécanismes marchands, des stimulants monétaires

pour essayer d'augmenter la productivité du travail, et aussi une certaine ouverture au secteur privé qui vise également à essayer de compenser les carences du secteur public. Je crois que, ni le premier ni le second des aspects de la *perestroïka*, n'est favorable pour les femmes et, de façon générale je pense, pour la population soviétique. Il y a d'ailleurs beaucoup de réticences à ce type de «recettes.» La privatisation des services signifie remplacer les inégalités antérieures liées aux privilèges dans la distribution de services insuffisants par une autre forme de privilèges, les privilèges de l'argent. Une chose est l'intérêt possible de l'initiative privée, collective, coopérative dans une série de domaines (comme la restauration). Mais pour l'instant, on n'a pas encore vu des effets très bénéfiques. Ceci dit, en ce qui concerne les problèmes de la santé, pour une société qui se veut socialiste, les questions du service public sont des questions centrales. Penser que l'initiative privée peut répondre à ces besoins, alors qu'elle ne répond qu'aux besoins qui peuvent s'exprimer avec de l'argent en poche, c'est accepter en fait la médecine des riches à côté de celle des pauvres.

Le problème de la quantité et de la qualité des services ne peut ni être résolu, de façon satisfaisante, par la logique de la compétition et de l'argent, ni par un système bureaucratique. Autrement dit, la critique des carences du service public doit porter sur l'absence de contrôle, l'absence de transparence, c'est à dire l'absence de démocratie, pas au sens superficiel d'élections de temps en temps etc., mais au sens d'une démocratie politique et économique qui affecte la vie quotidienne des gens et notamment des femmes. Cela signifie qu'il y a un potentiel, avec un point d'interrogation ouvert par la dynamique de la *glasnost* (qui pourrait déborder les intentions des réformateurs «d'en haut»). Si les gens s'emparent des appels à l'initiative, si les femmes s'en emparent, si les travailleurs s'en emparent, alors c'est effectivement un contrôle sur les grands choix de la planification, les grands choix de société, qui deviendrait possible. Ce qui signifie que les fonds publics plus importants pourraient être affectés à des besoins aussi essentiels que ceux de la santé, de la sécurité sociale et de la prise en charge des enfants avec un contrôle, c'est à dire une véritable trans-

parence qui rapproche la production de ces services ou leur organisation des utilisateurs. Et ce n'est pas par le contrôle de l'argent que l'on peut effectivement transformer l'organisation de ces services. Il faut faire quelque chose de beaucoup plus riche, de beaucoup plus dynamique, qui ne dépende pas de l'expression monétaire d'une demande, mais qui soit un jugement direct sur la nature des rapports humains que l'on attend dans les services, la qualité de la prise en charge des enfants que l'on attend dans les services. Le critère de l'efficacité de leur gestion ne serait pas la réduction des effectifs, mais au contraire la compétence de ces effectifs par rapport aux usagers.

Je dirai globalement, parce que c'est le domaine particulier sur lequel j'ai travaillé, et que l'expérience yougoslave montre que l'autogestion atomisée par le marché, la mise en compétition des travailleurs, ne résoud ni le problème de l'efficacité d'ensemble du système, ni les problèmes de transformation de la nature du travail et des rapports entre les êtres humains qui sont les objectifs fondamentaux d'une société socialiste.

Dans le domaine de la transformation de la place des femmes, plus que dans tout autre domaine, la mise en compétition, la logique du plus fort et, en fait, les rapports marchands, la logique de l'argent, sont des choses qui sont très négatives. Plus que dans tout autre domaine, les femmes ont besoin d'une logique solidaire et non pas d'une atomisation; elles ont besoin d'une remise en cause des divisions traditionnelles entre producteur et consommateur, entre la maison, comme lieu de repli privé et le reste des activités sociales. Et donc il faut souhaiter que la population soviétique, que les femmes soviétiques s'emparent de la dynamique ouverte par la *glasnost* et redécouvrent et redéfinissent elles-mêmes les objectifs socialistes qui sont la réduction des inégalités, la suppression de l'exploitation et de toutes les formes d'oppression et que, ce faisant, elles redéfinissent une *perestroïka* qui ne soit pas tournée vers un repli individuel dans les foyers, faute de services, faute d'une remise en cause des divisions traditionnelles. Les rapports entre les gens ne pourront se transformer que de façon consciente. Une démocratie radicale seulement permettra d'avancer sur ce plan comme sur bien d'autres.